

La présidente

ARRETE N° 2021-26 du 12 mars 2021

**RELATIF A L'ELECTION D'UN REPRESENTANT DES PERSONNELS BIATSS A LA COMMISSION
RECHERCHE DE LA FACULTE SOCIETES ET HUMANITES D'UNIVERSITE DE PARIS**

- Vu** le code de l'éducation ;
- Vu** le décret n°2019-209 modifié du 20 mars 2019 portant création de l'Université de Paris et approbation de ses statuts ;
- Vu** le décret n°2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;
- Vu** le décret n°2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- Vu** la délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via internet ;
- Vu** l'avis du comité technique d'Université de Paris du 17 décembre 2020 portant sur la décision-cadre relative à la mise en place du vote électronique au sein d'Université de Paris ;
- Vu** la réunion du comité électoral consultatif du 17 décembre 2020 portant sur la décision-cadre relative à la mise en place du vote électronique au sein d'Université de Paris ;
- Vu** l'arrêté n°2021-01 de la présidente d'Université de Paris du 5 janvier 2021 portant décision-cadre relative à la mise en place du vote électronique au sein d'Université de Paris ;
- Vu** la réunion du comité électoral consultatif d'Université de Paris en date du 4 mars 2021 portant sur l'arrêté d'organisation de l'élection ;
- Vu** le guide électoral de la DGESIP relatif au vote électronique.

ARRETE :

Article 1 : Dates du scrutin – horaires de vote et calendrier des opérations électorales

1.1 - L'élection d'un représentant du collège des personnels BIATSS à la commission recherche de la faculté Sociétés et Humanités (élection partielle) se déroulera par voie électronique **du lundi 12 avril 2021 à 9h00 au jeudi 15 avril 2021 à 17h00.**

1.2 - Le calendrier des opérations électorales est précisé en **annexe 1.**

Article 2 : Corps électoral :

Le corps électoral est composé de l'ensemble des personnels fonctionnaires titulaires ou stagiaires et des personnels contractuels du corps des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, de service et de santé et personnels ingénieurs, techniques et d'administration de la recherche, en position d'activité rattachés à la faculté Sociétés et Humanités et à ses composantes internes.

La liste des composantes internes de la faculté Sociétés et Humanités est précisée en **annexe 3.**

Le nombre de siège à pourvoir est précisé en **annexe 2.**

Sont électeurs dans le collège des personnels BIATSS, les personnels fonctionnaires titulaires et stagiaires d'Université de Paris qui sont affectés au sein de la faculté Sociétés et Humanités en position d'activité ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée.



Sont également électeurs dans le collège des personnels BIATSS, les personnels contractuels sous réserve d'être affectés dans l'établissement et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent en outre être en fonctions dans l'établissement à la date du scrutin pour une durée minimum de dix mois consécutifs et assurer un service au moins égal à un mi-temps.

Article 3 – Mode de scrutin et sièges à pourvoir

Un seul siège étant à pourvoir, l'élection se fait au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

Article 4 : Lieux de vote

Le scrutin est organisé *via* un système de vote dématérialisé par internet.

Des postes informatiques seront disponibles sur rendez-vous sur différents sites de l'université et fléchés pour les électeurs.

Ces postes seront disponibles aux horaires d'ouverture des services au sein desquels ils sont installés. Ces postes seront isolés les uns des autres sans que personne ne puisse observer l'électeur dans ses choix et dotés d'une imprimante pour l'édition du récépissé de vote de l'électeur, dont l'impression sera à la charge financière de l'université. La liste des sites où un poste informatique sera installé est annexée au présent arrêté (**annexe 4**).

Lors de leur arrivée, les électeurs devront signaler l'objet de leur venue à l'accueil (utilisation de l'ordination mis à disposition pour voter) en précisant, le cas échéant, leur besoin d'impression du récépissé de vote.

L'accès aux postes informatiques se fera exclusivement sur rendez-vous en application des règles sanitaires et de sécurité Vigipirate, et ce, quel que soit le statut de l'électeur.

Les électeurs souhaitant utiliser ces postes informatiques mis à disposition sont tenus de prendre en compte les délais liés aux éventuels contrôles ou modification d'accès aux locaux concernés (application du plan Vigipirate et mesures sanitaire notamment). Ils sont également tenus de respecter le règlement intérieur des sites au sein desquels ils se rendent pour voter.

Ils devront également appliquer les consignes sanitaires en vigueur dans les locaux de l'établissement et notamment les consignes suivantes :

- le port du masque est obligatoire,
- l'électeur devra respecter les éventuels marquages au sol,
- l'électeur devra respecter les distances minimales de sécurité (2 mètres),
- l'électeur patientera à l'extérieur de la salle si le poste informatique est d'ores et déjà utilisé par un autre électeur (d'une part afin de respecter la confidentialité du vote de chacun et d'autre part afin de respecter les mesures sanitaires),
- l'électeur accèdera seul au poste informatique ou assisté d'une unique personne (de son choix) en cas d'incapacité à utiliser l'outil seul,
- l'électeur devra appliquer du gel hydro alcoolique (mis à disposition par la composante interne) avant et après avoir utilisé le poste informatique mis à disposition ,
- toute autre consigne qui lui serait indiquée oralement ou par écrit (affiche notamment).

Article 5 : Qualité d'électeur

La composition des collèges électoraux et les conditions d'exercice du droit de suffrage sont régies par les dispositions du code de l'éducation, le décret n°2019-209 modifié du 20 mars 2019 portant création de l'Université de Paris et approbation de ses statuts. La qualité d'électeur s'apprécie à la date du scrutin et sous réserve de remplir toutes les conditions requises à l'exercice du droit de suffrage.

Nul ne peut prendre part au vote s'il n'est régulièrement inscrit sur la liste électorale. Les listes électorales sont arrêtées par la présidente d'Université de Paris et affichées dans les locaux de l'université. Par ailleurs, les listes électorales seront consultables sur l'interface de vote mise à disposition de tout électeur identifié. Néanmoins, seul l'affichage papier fait foi.

Chaque personnel ne peut être électeur que dans une faculté d'Université de Paris.



ATTENTION, ne peuvent être électeurs :

- les personnels qui ne sont pas en position d'activité au sein d'Université de Paris : en détachement sortant, en disponibilité, accomplissant le service national ou une activité de réserve, en congé parental, en position hors cadre,
- les personnels bénévoles,
- les personnels en congé de longue durée,
- les étudiants d'Université de Paris recrutés en vertu de l'article L. 811-2 du code de l'éducation (ils demeurent électeurs dans le collège des étudiants),
- les personnels affectés dans une unité de recherche qui n'est pas déposée par Université de Paris.

5.1 - Inscription sur la liste électorale

Il appartient à chaque électeur de vérifier son inscription sur la liste électorale.

5.1.1- Demande de rectification de la liste électorale :

Tout personnel remplissant les conditions pour être électeur d'office et qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont il relève peut demander à la présidente de l'université de faire procéder à la rectification de celle-ci. Le formulaire de demande de rectification doit parvenir au référent au sein de la faculté Sociétés et Humanités (**annexe 5**) signé, au plus tard 8 jours francs avant la date du scrutin, **soit mercredi 31 mars 2021 à minuit, terme de rigueur.**

En cas de demande de rectification réalisée dans les conditions susmentionnées et non prise en compte, il pourra être demandé à la présidente de l'université de faire procéder à cette rectification :

- avant le scrutin : en sollicitant le référent au sein de la faculté Sociétés et Humanités ;
- durant le scrutin : par le président du bureau de vote électronique.

Les formulaires de demande de rectification des listes électorales à utiliser seront disponibles sur les sites internet d'Université de Paris à compter du vendredi 12 mars 2021.

La présidente de l'université statue sur les réclamations portant sur les demandes de rectification de la liste électorale.

Article 6 : Candidatures – Éligibilité

Tout électeur régulièrement inscrit sur la liste électorale du collège des personnels BIATSS de la commission recherche de la faculté Sociétés et Humanités est éligible dans ce collège, sous réserve du respect des règles de dépôt de candidature et d'inéligibilité prévues dans les statuts d'Université de Paris et dans le présent arrêté.

6.1 - Candidatures

Le dépôt des candidatures est obligatoire. Un seul siège étant à pourvoir, il n'y a donc pas de dépôt de liste de candidats mais des dépôts de candidatures individuelles uniquement.

6.1.1 - Dossier de candidature

Le dossier de candidature doit être déposé complet, dûment renseigné et **en version originale papier.**

Il comprend :

- le formulaire de déclaration individuelle de candidature signé par le candidat ;
- le bulletin de vote en version papier et une maquette formats .word et .pdf à transmettre à l'adresse suivante : elections.daj@u-paris.fr lors du dépôt des candidatures ;
- **Toute pièce justificative exigée dans les formulaires de candidature.**

Chaque candidat peut préciser son appartenance ou le soutien dont il bénéficie. L'université décline toute responsabilité quant à la réalité des appartenances ou des soutiens dont se prévalent les candidats, ces derniers restant seuls responsables de leurs déclarations d'appartenance ou de soutien.

Le dossier de candidature peut comprendre également une profession de foi (*voir infra 6.1.2*).



Les formulaires de déclaration de candidature individuelle comme la maquette de bulletin de vote à utiliser seront disponibles sur le site internet d'Université de Paris à compter **du vendredi 12 mars 2021**. Pour chaque déclaration de candidature, le dépôt du dossier doit être obligatoirement complet (et dûment renseigné), soit : la candidature individuelle, la maquette de bulletin de vote et la profession de foi éventuelle.

6.1.2 - Dépôt (facultatif) des professions de foi

En cas de dépôt d'une profession de foi, celle-ci est transmise par le candidat à la présidente en format .pdf, constituée de 2 pages recto maximum, d'un poids maximum de 5 Mo et en noir et blanc, à elections.daj@u-paris.fr lors du dépôt de candidature.

La rédaction et le contenu des professions de foi sont placés sous l'entière responsabilité de leurs auteurs lesquels doivent s'assurer qu'ils disposent bien de tous les droits requis en matière de propriété intellectuelle (logo, image...). Toutefois, ne seront pas mis en ligne ou diffusés les documents dont le contenu contreviendrait à la réglementation en vigueur (menace, injure, diffamation, atteinte à la vie privée...) et/ou aux usages communément admis (respect d'autrui, civilité...) ou serait considéré comme abusif.

La communication des professions de foi par Université de Paris est effectuée par voie d'affichage. Par ailleurs, les professions de foi sont mises en ligne sur les sites internet d'Université de Paris dans l'ordre de réception des dépôts de candidatures. Cette mise en ligne pourra être effectuée uniquement sous réserve qu'elle soit consentie par l'ensemble des candidats, que les dépôts soient conformes et complets et les candidatures recevables, soit à compter du jeudi 8 avril 2021.

6.1.3 - Dépôt de candidatures

La version originale papier du dossier de candidature doit être déposée **exclusivement sur rendez-vous**, contre récépissé, auprès de la direction générale déléguée aux affaires juridiques – 85 boulevard Saint-Germain – 75006 Paris **impérativement entre le lundi 22 mars 2021 – 09h00 et le mercredi 24 mars 2021 – 17h00**, heure de Paris, terme de rigueur.

Les candidats doivent en outre fournir une photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité

Au regard des conditions sanitaires actuelles, il convient d'adapter les modalités de dépôt des candidatures :

- Port du masque obligatoire
- Utilisation de gel hydro alcoolique
- Respect des distances de sécurité (au moins 2 mètres)
- Seul le candidat pourra être présent pour le dépôt des candidatures
- Limitation de la durée du rendez-vous : il s'agira uniquement de procéder au recueil des pièces relatives à la candidature.

Aucune candidature ne peut être déposée en dehors de la période fixée ci-dessus pour le dépôt des candidatures. Aucune candidature ne peut être modifiée ou retirée au-delà de la période de dépôt fixée ci-dessus.

6.1.5 - Inéligibilité

Nul ne peut être éligible dans plus d'une faculté.

6.1.6 – Recevabilité

La présidente de l'université vérifie la recevabilité des candidatures. En cas d'irrecevabilité constatée, elle en informe le candidat qui disposera de deux jours francs à compter de cette information pour régulariser la situation. A défaut, l'irrecevabilité est constatée par la présidente et la candidature est rejetée.

Les candidatures recevables sont affichées en version papier dans les locaux d'Université de Paris à compter du jeudi 8 avril 2021. Cette mise en ligne pourra intervenir uniquement sous réserve qu'elle soit consentie par les candidats, que les dépôts soient conformes et complets et les candidatures recevables.

En tout état de cause, les candidats et les professions de foi seront également consultables sur l'interface de vote dédiée à l'élection.



6.3 - Campagne électorale - Propagande

Dans le respect des règles liées à la situation sanitaire, la propagande électorale est autorisée au sein de l'établissement à compter de la publication du présent arrêté et y compris les jours du scrutin. Cependant, elle est interdite pendant toute la durée du scrutin dans les lieux où sont installés les ordinateurs de vote, ainsi que dans les lieux attenants. La propagande électorale ne doit pas occasionner de trouble ou d'interruption de service.

Cependant, le vote se déroulant par voie électronique, les candidats sont invités à privilégier une propagande électronique.

En tout état de cause, les déplacements effectués par les candidats par exemple en vue d'effectuer un affichage ou autres actions de propagande devront s'effectuer dans le respect strict des règles sanitaires en vigueur, à savoir notamment :

- port du masque obligatoire,
- utilisation de gel hydro alcoolique,
- respect des distances de sécurité (au moins 2 mètres),
- limitation du nombre de représentants présents par liste (deux représentants par liste au maximum).

Avant la date de publication des candidatures recevables, les candidats potentiels assurent la diffusion de leur propagande électorale par leurs propres moyens.

Néanmoins, à compter jeudi 8 avril 2021, date de publication des candidatures recevables, seuls les candidats dont les candidatures auront été déclarées recevables pourront envoyer des informations, à l'attention de la communauté universitaire, dans la limite de deux messages exclusivement à l'adresse suivante : elections.personnels@listes.u-paris.fr. Ces messages étant modérés, les réponses spontanées ne seront pas validées. Les modérations interviendront les jours ouvrés entre 09 heures 00 et 12 heures 00 et entre 14 heures 00 et 17 heures 00. Chaque message devra contenir dans son objet le nom du candidat, et l'indication *Election Université de Paris / Collège BIATSS CR fac SH*.

A compter de cette même date, les moyens de communication des listes représentées dans les instances centrales de l'établissement sont par ailleurs suspendus.

Pendant toute la durée de la campagne électorale, la présidente de l'université veille à préserver une stricte égalité entre les candidats, notamment en ce qui concerne la répartition des emplacements réservés à l'affichage électorale et, le cas échéant, l'attribution de salles de réunion ou la mise à disposition de matériel électoral. Ces dispositions concernent également le recours aux espaces numériques de l'établissement.

Toute personne occasionnant ou menaçant d'occasionner un trouble durant l'organisation ou le déroulement des opérations électorales pourra faire l'objet de sanctions (plainte pénale et poursuites disciplinaires).

Article 7 : Bureaux de vote

Pour les présentes élections, seront constitués un bureau de vote centralisateur et un bureau de vote électronique par instance renouvelée.

Le bureau de vote électronique centralisateur est composé d'un président, d'un secrétaire et de l'ensemble des délégués des listes déclarées recevables pour l'ensemble des opérations électorales.

Les bureaux de vote électronique sont composés d'un président, d'un secrétaire et des délégués des listes déclarées recevables pour l'élection de l'instance concernée.

Sauf refus exprès, chaque délégué de liste sera donc d'office membre du bureau de vote électronique chargé de superviser le scrutin pour lequel la liste a été déposée et du bureau de vote centralisateur.

Pour autant, seuls 6 membres du bureau de vote centralisateur détiendront les clés de déchiffrement du système de vote électronique, à savoir :

- Une clé pour le président,
- Une clé pour le secrétaire,



- Quatre clés attribuées à quatre délégués de liste

La remise des clés de déchiffrement aura lieu au cours de la réunion de contrôle et de scellement du système de vote le vendredi 9 avril 2021 de 10h00 à 12h00. L'attribution des quatre clés destinées aux délégués de liste s'effectuera par tirage au sort.

Les délégués de liste seront informés de toutes les actions et interventions du bureau de vote.

La composition des bureaux de vote est définie par arrêté signé de la présidente de l'université.

Le président du bureau de vote et le secrétaire sont chargés de la bonne tenue du scrutin pendant toute la durée de ce dernier, notamment lors du scellement de l'urne et lors du dépouillement. Le bureau de vote se prononce sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et doivent être inscrites au procès-verbal. Il en informe immédiatement la présidente de l'université.

Les membres des bureaux de vote assurent une surveillance effective du processus électoral. A cette fin, ils ont accès pendant toute la durée des opérations électorales aux données suivantes :

- Listes électorales ;
- Listes de candidats et professions de foi ;
- État de fonctionnement des serveurs de vote ;
- Compteurs des votes et des émargements ;
- Listes d'émargement
- Journal des événements.

De plus, ils peuvent vérifier que le code de scellement reste inchangé pendant toute la durée du scrutin. La vérification ne requiert pas l'intervention du prestataire de la solution de vote.

Article 8 : Cellule d'assistance technique

Une cellule d'assistance technique est mise en place par l'établissement afin de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique. Cette cellule d'assistance technique est composée de :

- Madame Émilie Bédard, direction générale déléguée aux affaires juridiques,
- Monsieur Alain Fréhel, direction générale déléguée des systèmes d'information et du numérique,
- Le président de l'entreprise Neovote,
- Le directeur des opérations de l'entreprise Neovote.

Article 9 : Sécurisation du vote

9.1 – Accès au site de vote et authentification des électeurs

Le site de vote est accessible 7J/7 et 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à Internet (ordinateur, tablette, smartphone).

Pour se connecter au site de vote, l'électeur saisit sur la page de connexion du site un identifiant aléatoire personnel généré par le système de vote et la donnée personnelle suivante : la date de naissance (format suivant : JJMMAAAA).

L'adresse URL du site de vote et l'identifiant personnel de l'électeur lui sont transmis par courriel, à son adresse électronique, avec une notice explicative.

Une fois connecté au site de vote, l'électeur est invité à retirer un mot de passe, code aléatoire généré par le système de vote, dont la saisie est nécessaire pour valider chaque vote. L'électeur peut choisir le canal de retrait de son mot de passe : email, sms, ou serveur vocal.

Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leur identifiant, est mise en place. Elle permet aux électeurs de recevoir leur identifiant personnel après authentification auprès de



l'assistance téléphonique mise en place par le prestataire ou *via* un formulaire de support en ligne. L'assistance téléphonique est accessible 24h/24 et 7J/7, *via* un numéro Vert et un numéro classique.

9.2 - Chiffrement du bulletin de vote

Le bulletin de vote est chiffré par un algorithme public réputé « fort » dès son émission sur le poste de l'électeur et est stocké dans l'urne, en vue du dépouillement, sans avoir été déchiffré à aucun moment, même de manière transitoire. La liaison entre le terminal de vote de l'électeur et le serveur des votes fait l'objet d'un chiffrement distinct de celui qui s'applique au bulletin pour assurer la sécurité tant du procédé d'authentification de l'électeur que la confidentialité de son vote. La mise en place du canal de communication intègre une authentification du serveur de vote.

Par ailleurs, le stockage du bulletin dans l'urne ne comporte pas d'horodatage, pour éviter tout rapprochement avec la liste d'émargement.

Le fichier dénommé "contenu de l'urne électronique" recense les votes exprimés par voie électronique. Les données de ce fichier font l'objet d'un chiffrement et ne doivent pas comporter d'éléments permettant l'identification des électeurs afin de garantir la confidentialité du vote.

9.3 – Les données

Le système de vote assurera la confidentialité des données transmises, notamment de celles des fichiers constitués pour établir les listes électorales, ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes.

Les fichiers comportant les éléments d'authentification des électeurs, les clés de chiffrement et de déchiffrement et le contenu de l'urne ne seront accessibles qu'aux personnes habilitées.

Le vote électronique par internet doit garantir en toute circonstance la confidentialité et l'anonymat du vote. En aucun cas il ne pourra être possible de croiser la nature du vote et l'identité de l'électeur. Il garantit le chiffrement ininterrompu des bulletins de vote et leur conservation dans un traitement distinct de celui mis en œuvre pour assurer la tenue du fichier des électeurs.

Le système de vote électronique sera scellé à l'ouverture et à la clôture du scrutin.

Article 10 : Etapes du vote – Sécurisation du vote – Émargement

10.1 - Les étapes d'un vote électronique

Le vote électronique comprendra les étapes suivantes :

- une étape d'identification de l'électeur pour accéder au site de vote ;
- une étape de présentation des listes de candidatures du scrutin pour lequel l'électeur est appelé à voter ;
- le choix par l'électeur d'une seule liste et avec choix possible du vote blanc ;
- pas de possibilité de rayer un nom ou de panachage ;
- possibilité de revenir sur le choix initial avant validation ;
- présentation du bulletin de vote définitif comprenant la liste des candidats ;
- la confirmation par l'électeur du choix effectué ;
- la confirmation à l'électeur par le système de la prise en compte de son bulletin de vote ;
- possibilité pour l'électeur d'imprimer la preuve de l'enregistrement de son vote.

Ces étapes seront à réitérer pour chaque scrutin pour lequel un personnel est électeur.

10.2 - Présentation des listes de candidats



Les candidats seront présentés à l'électeur sans défilement, dans l'ordre chronologique dans lequel les candidatures auront été déposées.

10.3 - Émargement

L'émargement se fait dès la validation du vote de façon à ce qu'un autre vote ne puisse intervenir à partir des éléments d'authentification de l'électeur déjà utilisés. L'émargement comporte un horodatage (date et heure du vote). La liste d'émargement ainsi que le compteur des votes ne sont accessibles qu'aux membres du bureau de vote et aux personnes autorisées.

Les listes sont enregistrées sur un support distinct de celui de l'urne électronique, scellé, non réinscriptible, rendant son contenu inaltérable et probant.

Article 11 : Clôture du scrutin – Dépouillement

La fermeture du scrutin sera immédiatement suivie d'une phase de scellement de l'urne et de la liste d'émargement, phase qui précède le dépouillement.

L'ensemble des informations nécessaires à un éventuel contrôle *a posteriori* sont également recueillies lors de cette phase. Ces éléments sont enregistrés sur un support scellé, non réinscriptible et probant.

Le dépouillement aura lieu le **jeudi 15 avril 2021, à 17h30, heure de Paris.**

Le dépouillement est actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du bureau de vote centralisateur dûment désignés au moment de la génération de ces clés. Les membres du bureau actionneront publiquement le processus de dépouillement.

Les décomptes des voix par liste apparaîtront lisiblement à l'écran et feront l'objet d'une édition sécurisée, c'est-à-dire d'un mécanisme garantissant que l'affichage et l'impression des résultats correspondent au décompte de l'urne, pour être portés au procès-verbal de l'élection.

Le système de vote électronique est scellé après le dépouillement de sorte qu'il soit impossible de reprendre ou de modifier les résultats après la décision de clôture du dépouillement prise par le comité électoral consultatif.

Article 12 : Proclamation des résultats – Mandats

La présidente de l'université proclamera le résultat du scrutin le vendredi 16 avril 2021. Les résultats du scrutin seront affichés dans les locaux de l'université.

Le mandat du candidat élu est la durée du mandat des autres élus restant à courir.

Les membres des conseils et commissions siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs et le mandat en cours des membres élus des conseils et commissions courent à compter de la date de la réunion du conseil d'administration convoquée pour l'élection du président de l'université, à savoir le 21 juin 2019.

Article 13 : Incompatibilité de mandats et de fonctions

Nul ne peut siéger dans plus d'un des conseils centraux d'Université de Paris (conseil d'administration et sénat académique), à l'exception du président.

Nul ne peut siéger dans plus d'un conseil ou commission facultaire en tant que représentant élu des personnels BIATSS.

Article 14 : Recours

Les médiateurs académiques (article D. 222-42-1 du code de l'éducation), reçoivent les réclamations concernant les opérations électorales décrites aux articles D. 719-1 à D. 719-37 du code de l'éducation.



Tout électeur ainsi que la présidente de l'université et le recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif de Paris. Ce recours auprès du tribunal administratif n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales. Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le 6^{ème} jour suivant la décision de la commission de contrôle. Il statue dans un délai de deux mois.

La commission de contrôle des opérations électorales, présidée par un magistrat du tribunal administratif et comprenant un représentant désigné par le recteur, exerce les attributions prévues aux articles D. 719-8 et D. 719-24 du code de l'éducation. Elle doit être saisie des réclamations et recours éventuels au plus tard le 5^{ème} jour suivant la proclamation des résultats. Elle statue dans un délai de quinze jours.

Article 15 : Prise d'effet

Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter de la transmission de celui-ci au recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France.

Article 16 : Exécution

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui tient lieu de convocation des électeurs du collège électoral concerné, et qui sera porté à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié.

Fait à Paris, le 12 mars 2021

La présidente


Christine CLERICI

Liste des annexes

- Annexe 1 : Calendrier électoral
- Annexe 2 : Sièges à pourvoir
- Annexe 3 : Liste des composantes internes de la faculté Sociétés et Humanités
- Annexe 4 : Liste des sites disposant de postes informatiques
- Annexe 5 : Référente « listes électorales » au sein de la faculté SH

Transmis au rectorat le : **12 MARS 2021**

Affiché le : **12 MARS 2021**